

Arrêté N° 2025-DCPATE-496
mettant en demeure le gérant de l'EARL AVIBEL de mettre en conformité son
installation d'élevage de volailles et de compostage située au lieu-dit « La
Brechelière » sur la commune du PERRIER

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, notamment le livre I et le livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté du préfet coordonnateur du bassin Loire-Bretagne du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région des Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 00-DRCLE/4-563 du 16 novembre 2000 autorisant Monsieur Abel RABALLAND à exploiter, au lieu-dit « La Brechelière » au PERRIER, un élevage de 100 000 poulets ;

Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n° 10-DRCTAJ/1-653 du 18 août 2010 validant la mise en place d'une station de compostage d'une capacité de traitement de 4,1 tonnes de matières par jour sur le site ;

Vu le courrier préfectoral du 27 septembre 2012 validant l'augmentation de la quantité traitée en compostage à 12,7 tonnes de matières par jour ;

Vu le courrier préfectoral du 11 septembre 2014 validant le changement d'exploitant de l'installation au nom de l'EARL AVIBEL ;

Vu le règlement sanitaire départemental de la Vendée ;

Vu le rapport de l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée transmis le 10 juillet 2025 au gérant de l'EARL AVIBEL sur la base des constats réalisés lors de l'inspection du 20 juin 2025, l'informant d'un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure concernant certains de ces constats ;

Vu la proposition, en date du 10 juillet 2025, de l'inspectrice de l'environnement de la DDPP de la Vendée au préfet de la Vendée, de mettre en demeure l'EARL AVIBEL sur la base de certains des constats réalisés lors de l'inspection du 20 juin 2025 ;

Considérant qu'il a été constaté lors l'inspection réalisée par l'inspectrice de l'environnement de la DDPP le 20 juin 2025 :

- le stockage d'une importante quantité de compost sur la plateforme bétonnée attenante à la station de compostage, sans dispositif de récupération d'éventuels jus, le tas débordant un peu sur le sol aux abords de la plateforme ;
- la présence d'une importante végétation aux abords de la station de compostage côté nord, empêchant de visualiser la fosse enterrée de collecte des jus de compostage et l'état du sol aux abords de la station, et donc le fonctionnement du dispositif de collecte des jus et de la pompe de renvoi des jus vers le tas en compostage ;
- l'entreposage de nombreux déchets sur le site (ferrailles à l'arrière du bâtiment B2, ferrailles, bois et ficelles près du local onduleur de la station de compostage, palettes de bois à l'avant du bâtiment B1, bâches d'enrubannage près des bottes d'enrubannage, important stock de bidons vides dans le local groupe électrogène et traitement de l'eau, ferraille et fibres issues du brûlage de pneus dans un important tas issu du brûlage de déchets à l'air libre situé près des bottes d'enrubannage) ;
- l'absence de résultats d'analyses du compost permettant de prouver qu'il s'agit d'un produit répondant à la norme NFU 44-051, et donc d'être exempté d'un plan d'épandage ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, en mettant en demeure le gérant de l'EARL AVIBEL, pour la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions :

- de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié susvisé ;
- et de l'article 16 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 18 août 2010 susvisé (réalisation des analyses pour le compost normé) ;

Considérant que l'intéressé n'a pas présenté d'observation avant le terme du délai de quinze jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté de mise en demeure ;

Arrête

Article 1

Le gérant de l'EARL AVIBEL, dont l'élevage de volailles et la station de compostage sont implantés au lieu-dit « La Brechelière » sur le territoire de la commune du PERRIER, est mis en demeure de respecter les mesures suivantes :

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Évacuer le tas de compost stocké en dehors de la station de compostage et nettoyer le lieu de stockage non conforme. Dans l'attente de cette opération, prendre toute mesure (mise en place de merlon, de matériel absorbant, ...) afin de limiter le risque de pollution en cas de production de jus ;

- Débroussailler les abords de la station de compostage et justifier du bon fonctionnement de la collecte des jus de compostage dans la fosse enterrée et de la pompe de renvoi des jus sur le tas en compostage ;
- Evacuer les divers déchets entreposés sur le site ;
- Fournir des résultats d'analyses du compost concluant sur la conformité ou non à la norme NFU 44-051.

Article 2

Le gérant de l'EARL AVIBEL adresse au préfet, **dans le délai susvisé**, les justificatifs (photographies, plans, courriers, ...) attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement dont un extrait est joint au présent arrêté.

Article 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NANTES. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télé-recours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr. Ce recours n'est pas suspensif.

Article 5

Le présent arrêté est publié sur le site Internet de la préfecture de Vendée pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du PERRIER pour pouvoir y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette même mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture – bureau de l'environnement – section des installations classées (ICPE).

Article 6

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations et la maire du PERRIER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au gérant de l'EARL AVIBEL par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à La ROCHE-SUR-YON, le **27 AOUT 2025**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
le secrétaire général adjoint de la Préfecture
de la Vendée


Éric LAFFARGUE

Arrêté N° 2025-DCPATE-496

Mettant en demeure le gérant de l'EARL AVIBEL de mettre en conformité son installation d'élevage de volailles et de compostage située au lieu-dit « La brechelière » sur la commune du PERRIER

Article L 171-8 du Code de l'environnement :

I.- Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.- Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives suivantes :

1° Obliger la personne mise en demeure à consigner entre les mains d'un comptable public avant une date déterminée par l'autorité administrative une somme correspondant au montant des travaux ou opérations à réaliser.

Cette somme bénéficie d'un privilège de même rang que celui prévu à l'[article 1920 du code général des impôts](#). Il est procédé à son recouvrement comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine.

L'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif ;

2° Faire procéder d'office, en lieu et place de la personne mise en demeure et à ses frais, à l'exécution des mesures prescrites. Les sommes consignées en application du 1° du présent II sont utilisées pour régler les dépenses ainsi engagées ;

3° Suspendre le fonctionnement des installations ou ouvrages, l'utilisation des objets et dispositifs, la réalisation des travaux, des opérations ou des aménagements ou l'exercice des activités jusqu'à l'exécution complète des conditions imposées et prendre les mesures conservatoires nécessaires, aux frais de la personne mise en demeure ;

4° Ordonner le paiement d'une amende administrative au plus égale à 15 000 €, recouvrée comme en matière de créances de l'Etat étrangères à l'impôt et au domaine, et une astreinte journalière au plus égale à 1 500 € applicable à partir de la notification de la décision la fixant et jusqu'à satisfaction de la mise en demeure ou de la mesure ordonnée. Les deuxième et dernier alinéas du même 1° s'appliquent à l'astreinte.

Les amendes et les astreintes sont proportionnées à la gravité des manquements constatés et tiennent compte notamment de l'importance du trouble causé à l'environnement.

L'amende ne peut être prononcée au-delà d'un délai de trois ans à compter de la constatation des manquements.

Les mesures mentionnées aux 1° à 4° du présent II sont prises après avoir communiqué à l'intéressé les éléments susceptibles de fonder les mesures et l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations dans un délai déterminé.

L'autorité administrative compétente peut procéder à la publication de l'acte arrêtant ces sanctions, sur le

site internet des services de l'Etat dans le département, pendant une durée comprise entre deux mois et cinq ans. Elle informe préalablement la personne sanctionnée de la mesure de publication envisagée, lors de la procédure contradictoire prévue à l'avant-dernier alinéa du présent II.